

Le militantisme numérique au Burkina Faso : entre l'événement et le spectaculaire

Régis Dimitri BALIMA
Université Joseph KI-ZERBO
(Burkina Faso)
regis.balima@ujkz.bf

Résumé

L'espace public numérique a supplanté l'espace public traditionnel du fait du succès et de l'omniprésence de l'internet et des réseaux sociaux au Burkina Faso. Désormais, beaucoup d'initiatives et d'actions militantes se font à travers les réseaux sociaux. Incontestablement, la participation citoyenne s'est accrue à cause de la possibilité pour les internautes de se manifester à travers leurs outils numériques. L'étude réalisée à partir d'entretiens et d'analyse de documents divers montre que les nouvelles formes d'action du militantisme au Burkina. Les différentes stratégies utilisées par les acteurs pour mobiliser les citoyens autour de causes bien précises ont été identifiées. Cependant, ces actions dirigées par certains leaders reposent parfois sur l'exploitation des émotions, la désinformation et même la propagande. Le cyber activisme leur permet aussi de contourner la censure. Face au danger que revêt le militantisme numérique pour les gouvernants, ces derniers utilisent aussi leurs positions pour contrôler les contenus diffusés. Aujourd'hui, le militantisme numérique se poursuit plus discrètement en raison du nouveau contexte sociopolitique en vigueur dans le pays.

Mots clés : cyber-militantisme, propagande, mobilisation sociale, post-vérité

Abstract

The digital public sphere has supplanted the traditional public sphere due to the success and omnipresence of the internet and social media in Burkina Faso. Many initiatives and activist actions now take place through social networks. Undeniably, citizen participation has increased because of the ability for internet users to express themselves through their digital tools. The study, based on interviews and analysis of various documents, reveals

new forms of activism in Burkina Faso. The different strategies used by actors to mobilize citizens around specific causes have been identified. However, these actions, led by certain leaders, sometimes rely on the exploitation of emotions, disinformation, and even propaganda. Cyberactivism also allows them to circumvent censorship. Faced with the danger that digital activism poses to those in power, the latter also use their positions to control the content disseminated. Today, digital activism continues more discreetly due to the new socio-political context in the country.

Keywords : cyber-activism, propaganda, social mobilization, post-truth

Introduction

Aujourd'hui personne n'ose encore remettre en cause l'importance et l'influence de l'internet dans la vie publique des Africains. Tous les pans de la vie sont aujourd'hui directement influencés par internet. Parmi les domaines les plus marqués par cette technologie, on peut citer le journalisme et la consommation des informations mais aussi la gouvernance publique et la manière de faire la politique. Dans les pays du Maghreb, internet a favorisé de nouvelles formes de contestations, de mobilisation et de participation citoyenne qui ont occasionné dans les années 2010 l'avènement du printemps arabe. On se souvient aussi du mouvement des gilets jaunes en 2018 qui avait paralysé la France pendant de nombreux weekends. L'Afrique au sud du Sahara n'est pas en reste et a aussi exploité ces nouvelles formes de militantisme et d'actions citoyennes pour interpellier les pouvoirs publics. On peut retenir les mouvements Filimbi en République démocratique du Congo, Y'en a marre au Sénégal et Bali-citoyen au Burkina. Tous ces mouvements ont eu des influences dans la conduite des affaires publiques et l'évolution sociopolitique de ces pays.

Avec le retour des militaires au pouvoir dans 5 pays francophones (Gabon, Guinée et les 3 Etats de l'AES) entre 2021 et 2023, les régimes autoritaires refont surface ou continuent de se perpétuer en Afrique francophone. Si on ajoute à ces pays, les autres pays dirigés par des militaires ou des systèmes militaires conduits par des civils, la liste pourrait doubler facilement : Togo, Tchad, Algérie, Ouganda, Rwanda, Congo Brazzaville, Egypte... Face à cette réalité, la galaxie internet devient la principale alternative si on veut se faire entendre ou donner un autre son de cloche aux populations.

Pour mieux saisir cette réalité, il faut se replonger quelques années en arrière pour voir la situation dans laquelle se trouvaient ces pays sur le plan de la circulation des informations et du niveau de la liberté de la presse. Dans les Etats du Sahel, la presse a été durant quelques années une boussole pour les populations, parce qu'elle bénéficiait d'un cadre relativement favorable. Un pays comme le Burkina Faso a même réussi à se hisser dans les 30 premières places du classement des pays par Reporter sans frontières.

Depuis le putsch de septembre 2022, on assiste à un musèlement progressif des médias non partisans, la survie réside désormais dans l'indifférence et la neutralité au détriment de l'objectivité et du devoir d'informer. Les médias internationaux sont coupés des populations et les médias nationaux qui osent avoir une voix discordante se retrouvent aussi sanctionnées de la même manière. Les autorités elles-mêmes ont demandé, pour ne pas dire exigé que les journalistes changent de philosophie au regard de la crise sécuritaire qui sévit pour pratiquer ce qu'elles ont qualifié de « journalisme d'accompagnement ».

1. Repères méthodologiques

Cette étude se propose de montrer les caractéristiques et les stratégies des acteurs militants pour investir l'espace virtuel ou espace public numérique. A partir de l'observation de l'espace public numérique, nous avons pu répondre à la question de recherche suivante : comment les acteurs militants occupent désormais l'espace public pour exister et continuer d'être des contre-poids nécessaires à la vie publique ? A ce propos, O. Negt cité par Bernard Miège parle d'espace public oppositionnel. « Il lui oppose la conception d'un espace public prolétarien qui doit être compris comme un contre-espace public avec ses propres catégories, ses propres modalités de fonctionnement et ses propres moyens d'intervention » (2010 :201)

Comme principale méthode d'investigation, nous avons commencé par l'observation. Ce qui a permis d'observer les pratiques des citoyens en matière d'informations. L'intérêt ici est d'avoir mis en place des procédures de contrôle qui ont permis d' « évaluer la distance entre ce que les acteurs déclarent et ce qu'ils font » (Gérard Derèze, p.86). Dans cette étude, l'observation est à la fois centrale, complémentaire (aux entretiens) et exploratoire (pour l'élaboration des outils). Elle a permis donc de prendre en compte des aspects qui auraient pu être occultés ou négligés de la part des personnes qui accepteront de répondre à nos préoccupations

La recherche documentaire est une étape qui a permis de récolter des informations importantes grâce à l'étude de documents mis à notre disposition, notamment des rapports, des documents officiels et universitaires relatifs au sujet. Concrètement, les études antérieures qui s'inscrivent dans la dynamique de l'étude ainsi que d'autres sources documentaires telles que les mémoires, les textes juridiques, les articles scientifiques et de presse ont été consultées. Cette première étape du processus a permis de mieux comprendre le sujet et d'avoir des données factuelles qui ont enrichi les informations qui ont été collectées sur le terrain. L'ensemble de ces documents contribue donc à cadrer le terrain ou certaines situations. Certains documents relatifs au contexte sociopolitique et juridique ont fait l'objet d'une analyse de contenu. « En clair, tout ceci constitue une « documentation sur le terrain » qui, une fois discutée (quant à sa provenance et à son authenticité) et analysée, est intégrée au processus interprétatif d'ensemble » (Gérard Derèze, p.114)

Les entretiens individuels et collectifs (focus groupe) ont permis aussi de récolter des données importantes pour construire et finaliser l'étude. « L'entretien de recherche est une technique de collecte de données informatives. Cette méthode permet de récolter et d'analyser plusieurs éléments : l'avis, l'attitude, les sentiments, les représentations de la personne interrogée »¹. L'entretien semi-directif est retenu parce qu'il nous permet de collecter des données pour affiner, approfondir les connaissances sur le sujet, Ce procédé favorise la compréhension des logiques des acteurs qui seront interrogés.

A l'issue de la collecte des données une analyse de contenu a été effectuée. Au regard de la particularité du sujet, de la taille de l'échantillon et des personnes interrogées, nous avons volontairement choisi de ne faire ressortir aucune statistique. Elle se focalise sur l'analyse du contexte, du discours (à partir des entretiens) et des documents recueillis.

2. Les plateformes numériques devenues les principales sources d'information des populations et les principaux moyens d'action des militants

Aller sur les réseaux sociaux est devenu une activité quotidienne et facile à mener par la population. Le pays compte près de 3,5 millions d'utilisateurs actifs selon Digital Magazine. Un chiffre sans cesse en augmentation depuis la vulgarisation de l'internet au

¹ <https://www.scribbr.fr/methodologie/entretien-recherche/>

Burkina. Même les personnes ne sachant ni lire, ni écrire en ont fait leur principal moyen d'information et de distraction. « L'accès à l'information a bénéficié très rapidement de la portabilité, de la quasi-gratuité et de l'ubiquité de ces interfaces nomades et sans doute de cet attrait tout à fait particulier qu'elles ont suscité, qui veut que l'utilisateur a cherché à s'emparer d'une technologie qu'il avait déjà à portée de main et parfois même dans sa poche » (Solange Kurpiel, Jean-Claude Soulagès, p.181-182). Ce faisant, les réseaux sociaux sont devenus, malgré eux, des outils de mobilisation sociale. Dans un pays majoritairement jeune, les outils numériques ont naturellement favorisé de nouveaux usages. D'ailleurs, cette réalité n'est pas une exception et est plutôt en phase avec ce que l'on observe partout ailleurs dans le monde.

En outre, les réseaux sociaux ont pris le pouvoir en devenant pour les détenteurs de connexion internet la principale source d'information. En plus de satisfaire leur besoin cognitif (s'informer), un autre besoin non pris en compte dans la catégorisation des besoins faite par Elihu Katz et Wilbur Schramm est né et bouscule désormais la sphère publique. Il s'agit du besoin de se mobiliser dans l'espace public virtuel. Ce faisant, l'internet est devenu comme presque partout (y compris dans les pays peu ou pas démocratiques), le terrain privilégié pour la construction de la critique sociale. A l'instar de Paola Sedda, notre approche de fonde sur une réflexion autour du concept de « pratique info-communicationnelle résistante » au lieu d'« usage militant » d'Internet couramment employé (Granjon, 2001 ; George, 2003 cité par Sedda, 2015)

« Dans ce contexte, il n'est que naturel que le militantisme ait une place importante dans le réseau informatique mondial. L'action politique sur Internet prend des formes extrêmement variables, recouvrant souvent les modes traditionnels de l'action militante ou les étayant. Ainsi, tous les partis politiques établis se servent de façon intense des « médias sociaux » dans leur fonctionnement quotidien, tout comme les divers mouvements sociaux qui s'emparent souvent des capacités de communication accrues qu'offre internet pour faciliter leur organisation ou amplifier la portée de leurs discours. Les formes plus classiques du militantisme, comme l'organisation de pétitions ou la distribution de tracts, ont leur pendant numérique, représenté par des organismes comme « change.org », ou « Avaast », d'un côté, et les pages Facebook et les comptes Twitter tenus par des organismes politiques établis ou naissants de l'autre ». (Pablo Bergami G. Barbosa, p.81)

Selon Burkina Faso digital Report, en 2025, Facebook avait 3,4 millions d'utilisateurs. En un an, 550000 nouveaux utilisateurs se

sont ajoutés. Conscient que les formes de militantisme ont leur pendant numérique, l'Etat à travers le gouvernement a pris des mesures que certains qualifient de liberticides, pour noyer toute velléités de mobilisation des populations par les webactivistes. S'il le faut, il n'hésite pas à suspendre internet comme on le voit dans plusieurs pays lorsqu'on organise des élections. de ce fait, la suspension de l'internet pour protéger les intérêts du gouvernement n'est pas seulement l'apanage des régimes militaires. Désormais, l'espace virtuel qui est numérique est davantage plus craint que la rue représentant l'espace physique.

3. Les réseaux sociaux, un lieu d'affrontement

« Les principes idéologiques de ces militants gravitent autour de la notion de liberté de circulation d'information comme fondement de toute possibilité d'émancipation économique ou politique. Leurs méthodes d'action se situent souvent à la marge de la légalité, dans une position complexe que Félix Tréguer a habilement nommé « para-légalité » (Tréguer, 2015). Le préfixe « para » vient ici indiquer une posture qui cherche à la fois à s'opposer aux lois existantes mais aussi à les dépasser et à les pousser à évoluer au nom des principes de justice qui sont censés les fonder. Concrètement ce cyber-militantisme se déploie essentiellement selon trois axes de contestation : un défi lancé à la propriété intellectuelle ; une proposition d'information alternative aux médias de masse et des méthodes d'attaque directe des institutions, individus, et groupes économiques qui incarnent le pouvoir oppressif aux yeux de ces militants – le Hacktivism¹ » (cité par Pablo Bergami G. Barbosa,p.82)

Parmi ces trois (3) axes relevés par Tréguer, le premier ne constitue pas encore une préoccupation au Burkina. D'autres problèmes structurels guident leurs actions. Et le désintérêt à ce niveau s'explique par le fait que le pays est faiblement industrialisé et investit peu dans la recherche scientifique. Ce qui montre bien que les cybermilitants opèrent en fonction de la pertinence des enjeux du moment. Cette intelligence sociale collective leur permet d'avoir de succès et de l'audience lorsqu'ils décident de prendre en charge une préoccupation sociale.

En revanche, le cyber militantisme se mue en journalisme alternatif au point que leurs activités sont confondues à celles des journalistes. « Dans cette perspective, l'aspect informationnel et

¹ Néologisme anglais composé des termes « activism » (militantisme) et « hacker », c'est-à-dire un pirate informatique

l'aspect militant se confondent car c'est précisément à partir de la participation à l'élaboration de l'information indépendante que les internautes développent une sensibilité civique. L'espace informationnel, animé par une critique agressive du système politique, économique et institutionnel, débouche en effet sur un espace plus proprement militant, consacré aux propositions, à l'élaboration politique et à l'action directe » Paola Sedda p.45

Certains d'entre eux sont même devenus populaires et les plus jeunes ont tendance à s'identifier à ces personnages en lieu et place des journalistes professionnels jugés trop prudents et même de connivence avec certains groupes dont les gouvernants. Comme le dit Tréguer, dans leur volonté d'informer les populations, ces nouveaux producteurs de contenus dénoncent l'action des gouvernants, vilipendent parfois les forces vives et toute autre forme d'autorité. Ce procédé plaît et entraîne un effet d'entraînement sur la toile. Ce qui a provoqué parfois des buzz. « En tant que produits sociaux, les émotions exprimées dans les espaces publics jouent un rôle social de premier plan. Par l'émotion, nous pouvons éprouver une proximité avec des événements qui nous sont physiquement éloignés et faire l'expérience d'une proximité émotionnelle » (Bouko, p.69). C'est le cas du football qui suscite des émotions collectives lors des grands rendez-vous. En guise d'illustration, le pénalty accordé au Maroc lors de la finale de la coupe d'Afrique qui l'opposait au Sénégal le 18 janvier 2026 a été vécu en Afrique de l'Ouest comme une injustice. Pourtant, le pénalty était bien justifié. Ainsi, l'émotion peut donner aux individus un sentiment de présence, bien qu'évanescent et le sentiment de faire partie d'un collectif. (Bouko, p.69)

La propagande et la post-vérité constituent des stratégies de mobilisation efficaces. Concernant la propagande « Il s'agit effectivement de proposer des récits qui simplifient la réalité sociale et qui visent à générer une adhésion subjective sans faille à une identité collective basée sur un certain nombre de valeurs et d'idéaux centraux à cette identité. Cette adhésion est fondée sur la promesse d'un « gain de plaisir » pour l'individu, qui doit contre balancer les frustrations et abdications auxquelles il consent au niveau de ces satisfactions pulsionnelles. » (p.82) Pour ce qui est de la post-vérité, il s'agit de construire dans ce cas des narratifs qui ne reposent pas toujours sur des faits, mais des émotions, des croyances et des préjugés. La théorie du complot est souvent agitée par ces mêmes acteurs qui exploitent la victimisation à merveille. Travestir la réalité à son profit est une arme redoutable et efficace pour nier la réalité.

C'est ce que Alain Cambier appelle « une vaste entreprise de déréalisation » (Cambier, p.126)

Le militantisme utilise donc les médias sociaux comme un dispositif producteur de signification à destination du grand public. Cette activité militante n'est pas toujours teintée de sincérité parce que nombre d'entre eux exploitent ce créneau pour en faire un métier à la solde de politiques au pouvoir ou dans l'opposition. Cette forme de militantisme polarise la société et donne une réputation clivante à leurs principaux acteurs.

4. Réinventer l'activisme social

Les réseaux sociaux constituent pour les Burkinabè comme bien d'autres contemporains, des outils stratégiques de mobilisation. Malcom Gladwell rappelle que « Le monde », nous dit-on « est en plein milieu d'une révolution. Pour lui, les réseaux sociaux réinventent l'activisme social. « Avec des outils comme Facebook et Twitter, la relation traditionnelle entre le politique et les citoyens serait bouleversée. Les réseaux sociaux faciliteraient la collaboration entre les petites gens, les démunis qui pourraient ainsi se coordonner pour faire entendre leur voix. »

A propos des petites gens et des démunis, force est de reconnaître que les nouveaux moyens de production et de diffusion de l'information ont démocratisé en quelque sorte la parole publique en dépit des risques et des travers qui en sont liés. Les modes de mobilisation politique ont profondément changé au Burkina Faso depuis l'avènement du web 2.0. Traditionnellement, les prises de risques, les participations et les expositions aux manifestations citoyennes ne sont pas l'apanage des Burkinabè, sauf quand leurs intérêts personnels et directs sont directement menacés. Par exemple, on observe peu de manifestations dans les rues pour soutenir les régions frappées par le terrorisme. Les rares rassemblements de ce type qui ont eu lieu dans la capitale réunissaient majoritairement des ressortissants de ces localités coupées parfois du reste du pays.

Lorsqu'on observe le microcosme sociopolitique national, on observera que le militantisme en ligne a supplanté les modes classiques du militantisme. Il faut reconnaître qu'en raison des pesanteurs sociopolitiques et culturelles, cette forme numérique de militantisme convient mieux aux tempéraments de la plupart des individus parce qu'ils se sentent moins menacés en cas de représailles et difficilement identifiables s'ils le souhaitent. L'usage massif des pseudonymes à des fins de prudence est une réalité chez ces acteurs.

La mobilisation politique à travers le numérique a connu son premier paroxysme au Burkina Faso en 2014 lors de l'insurrection populaire ayant conduit au départ de Blaise Compaoré. Pour y arriver, les leaders socio-politiques de l'époque ont utilisé abondamment les outils numériques en vigueur à l'époque, y compris les simples sms. Le pouvoir qui s'en était rendu compte avait plusieurs fois bloqué l'accès à l'internet dès la veille des rassemblements qui étaient prévus. Or, il s'agissait bien d'un pouvoir élu démocratiquement. Les mobilisations on line ont été possibles grâce à la vulgarisation des smartphones et de l'internet mobile qui concernait à l'époque près de 2 millions de personnes.

Les réseaux sociaux et autres plateformes numériques permettent, en effet, de faire participer un grand nombre de citoyens. Et comme les médias traditionnels sont souvent soupçonnés être de connivence avec les pouvoirs publics ou d'avoir un excès de prudence face à certaines réalités, les populations se détournent naturellement vers les médias alternatifs pour s'informer ou informer leurs concitoyens. Les études sur les usages des médias par les burkinabè confirment cette tendance car parmi les jeunes, même les instruits vivant en milieu rural, internet et les réseaux sociaux sont devenus la principale source d'informations.

En analysant les démarches et les narratifs des activistes sur les réseaux sociaux, on remarque ces derniers cherchent surtout à remettre le citoyen au cœur de la vie politique, au cœur des enjeux sociopolitiques auxquels le pays fait face. A l'instar de la plupart des pays du continent, la démocratie se joue aussi en ligne au Burkina Faso. Actuellement, les mécanismes traditionnels de mobilisation et le militantisme en ligne sont plus que complémentaires. Les plateformes en ligne permettent effectivement de construire et de consolider une communauté d'intérêt et de continuer l'action physique de terrain, à savoir dans le cas de notre étude à informer, éclairer les populations sur la nature des événements politiques en cours dans le pays. Il s'agit en fin de compte à les convaincre pour les mobiliser virtuellement au profit d'une cause. La taille des actifs constitue, a priori, un indicateur d'engagement populaire. De part et d'autre cela influence le comportement, y compris celui des dirigeants qui s'intéressent aux contenus des réseaux sociaux. Lesquels ont parfois orienté les orientations prises par les décideurs.

Dans les images et le narratif employés, au-delà de certaines exagérations observables, l'accent est mis sur le côté spectaculaire. C'est la scénarisation des faits et des arguments qui lui confèrent un caractère spectaculaire. Il suscite, en effet, plus facilement l'adhésion et l'attention des personnes exposées aux mêmes et aux messages. La

spectacularisation des faits, des slogans et des propos fait partie de la démarche des initiateurs des mobilisations, en l'occurrence les cybermilitants.

5. Le militantisme numérique pour contourner la censure

Internet est le lieu par excellence de contournement de la censure. Les réseaux socio-numériques sont devenus le canal d'expression idéal. En présence des régimes de plus en plus enclins à l'autoritarisme, ils deviennent les principaux alliés des défenseurs de la liberté d'information en péril. De manière concrète, les militants de la société civile dans leur diversité ont tous su saisir l'opportunité de ces nouveaux outils d'information et de mobilisation difficilement blocables par les autorités. Les lanceurs d'alerte, les webactivistes ou blogueurs exploitent à leur profit les canaux numériques mis à leur disposition à faible coût pour sensibiliser l'opinion concernant des faits, comme les dérives des dirigeants.

En temps de crise et de musèlement de l'information, les réseaux sociaux et plus généralement internet sont des endroits où les « parias » du moment ou « apatrides » (selon le narratif le plus répandu par les soutiens à la transition) peuvent avoir et donner de la visibilité à des idées sous-représentées voire marginalisées dans les médias dominants, surtout publics. Cette situation est vécue même au-delà du Burkina Faso. Ce faisant, lors des assises ayant conduit au prolongement du délai de la transition au Mali et au Burkina Faso, aucune voix dissonante n'a été admise dans les médias formellement identifiés. C'est à travers les réseaux sociaux que les opposants à ce scénario ont pu se faire entendre et mobiliser des discussions à travers la toile. Cette attitude a le mérite de révéler que tout le monde n'a pas adhéré à cette idée de ne pas respecter les délais prescrits par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), organisation décriée et abandonnée depuis janvier 2024 par les trois pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Avec l'interdiction de plusieurs médias, l'autocensure en vigueur, l'exil de certains journalistes et cyber activistes, l'internet et les plateformes les plus utilisées par les populations deviennent des carrefours de l'information pour ceux qui souhaitent recouper eux-mêmes les informations produites par les autorités et les médias autorisés.

Conclusion

Même si l'espace public numérique n'a pas encore remplacé l'espace public d'antan, il a pris de l'importance dans le quotidien des acteurs publics, des décideurs et surtout des populations. Désormais, toute institution digne de ce nom et tout homme public se doit d'avoir sans son dispositif de fonctionnement des outils numériques. Aujourd'hui, les acteurs ont déménagé sur la toile où ils déploient des stratégies de communication efficaces pour informer, entretenir les liens sociaux et mobiliser les citoyens.

L'accès à internet a véritablement restructuré notre société. « De facto, l'appropriation et l'usage massif des dispositifs sociotechniques tels que les médias sociaux généralistes (Facebook, YouTube, Twitter, Flick'r) ou les outils dédiés à la politique (plateformes de gestion des militants, réseaux sociaux spécialisés) offrent de nouveaux types de reliance, de nouveaux champs d'expression et de discussion sur les sujets les plus vastes (superficiels ou non) et d'adhésion aux causes des plus nobles aux plus futiles » (Gilles Brachotte et Alex frame) p.9

Les cyber militants s'auto proclament ainsi, consciemment ou inconsciemment comme étant des porte-paroles du peuple. Cependant, cette nouvelle forme de militantisme renferme des excès, en raison de leur facilité à déstabiliser les institutions et l'ordre social en vigueur. Cela ne se fait pas toujours au profit des bons acteurs, ni pour des raisons justes et objectives. A l'instar de ce qui s'observe parfois dans d'autres pays, cela occasionne du chaos et peu de solutions réalistes. La conséquence est que les actions des cybermilitants favorisent la prise du contrôle ou du pouvoir par des groupes extrémistes (civils ou militaires), compromettant à moyen et long terme la libre circulation des idées et le droit de contester dans l'espace public.

Bibliographie

- BARBOSA Pablo Bergami G. « Le militantisme numérique : néolibéralisme, internet et la possibilité d'un «ordre mobile» » : <https://shs.cairn.info/revue-topique-2017-3-page-81?lang=fr>
- BOUKO Catherine, 2024, *Images et expression citoyenne. Communiquer ses émotions et ses opinions sur les réseaux sociaux*, Bruxelles, De Boeck supérieur

- BRACHOTTE Gille, FRAME Alex (sous la direction de), 2015, *Espace public numérique et participation politique*, Paris, Lavoisier
- MIEGE Bernard, 2010, *L'espace public contemporain*, Grenoble, PUG
- KURPIEL Solange, SOULAGES Jean-Claude, 2018 « Citoyens par excès, citoyens par défaut : les nouveaux usages de l'information en ligne » in *Les cahiers du journalisme*, Seconde série, n°2, 2ème semestre, Presses de l'école supérieure de journalisme de Lille
- SEDDA Paola, 2015, « L'internet contestataire. Comme pratique d'émancipation. Des médias alternatifs à la mobilisation numérique » in *Les cahiers du numérique* : <https://shs.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2015-4-page-25?lang=fr>